



**AGROBIOSCIENCES**

**CHRONIQUES INRA 2020**

24 ET 25 NOVEMBRE 2002

# **BORDEAUX, LES GRANDS CHANTIERS**

*rédigé par Jean-Claude Flamant*

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



## La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« *INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche* »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« *Au risque du débat : paroles d'acteurs* ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« *Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020* ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€ Commande sur [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)
- dans la Troisième Partie (« *Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie* »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir [www.inra.fr](http://www.inra.fr) actualités)

### Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)  
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)  
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)  
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)  
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)  
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)  
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)  
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)  
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)  
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)  
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)  
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)  
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)  
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)  
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)  
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)  
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

# Bordeaux

## « *Les grands chantiers* »

24 et 25 novembre 02

### Initiation

Ce tour de France des territoires de l'INRA implique évidemment des voyages, des déplacements. De Toulouse à Bordeaux, deux heures de train seulement. Deux heures pour me mettre en attitude d'écoute et me rendre réceptif aux composantes du cadre de travail et de l'environnement socioprofessionnel et politique de l'INRA à Bordeaux.

J'ai dû quitter le débat auquel je participais dans le cadre de la « SISQA » (Semaine Internationale sur la Sécurité et la Qualité Alimentaires), sur la scène de Diagora à Labège : une table ronde animée par Didier Addès, sur le thème du « prix à payer » pour la sécurité et la qualité des produits. La filière « lait » était prise comme exemple et comme support de réflexions sur les évolutions de nos chaînes alimentaires régionales à l'échelle de l'Europe. Donc ce soir je passe du lait au vin ! Deux heures d'un TGV, qui circule à la vitesse d'un train conventionnel, pour faire la transition.

Bordeaux, géographiquement proche de Toulouse et culturellement lointaine aussi... Au cours de mon mandat de Président de Centre, à plusieurs reprises, j'ai eu des échanges vraiment très amicaux avec mes collègues de Bordeaux - Josy Bové (le père du fils) d'abord ; puis Charles Riou – afin de développer une concertation entre les deux centres de l'INRA, dans le cadre d'une stratégie inter-régionale. La DATAR a poussé à l'identification d'un « bipôle aéronautique » Bordeaux-Toulouse à l'échelle européenne, et a esquissé dans son document « France 2020 » l'hypothèse d'un regroupement des deux régions, sinon d'une alliance. Comment aussi ne pas songer à impliquer l'ENITA de Bordeaux avec le complexe toulousain d'enseignement supérieur agrovétérinaire « Agromip » ? Sur ce dernier point, Hervé Bichat, nouvellement nommé DGER, fut d'emblée enthousiaste pour cette idée. En visite à Bordeaux, avant de venir à Toulouse rencontrer les directeurs des établissements d'Agromip, il en parle à Jacques Valade, alors Ministre de la Recherche et adjoint de Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux (si je me souviens bien)... qui l'en dissuade catégoriquement ! Et Hervé Bichat m'avait alors commenté : « *Tu comprends, il n'y a rien à faire ! Bordeaux c'est les Plantagenet. Ça n'a rien à voir avec Toulouse !* » (La Guyenne anglaise et le Languedoc... le poids de l'histoire !)

Pourtant, nous partageons le même intérêt pour les canards et les oies ; nous collaborons sur les questions forestières ; l'Agronomie à Toulouse et la Science du Sol à Bordeaux ont beaucoup de choses à se dire ; les travaux originaux sur les mycoplasmes à Bordeaux ont un écho à Toulouse avec les travaux de biologie sur l'analyse des relations plantes micro-organismes ; la Garonne est le vecteur du GIS « Ecobag » auquel contribuent depuis plus d'une décennie plusieurs équipes de Toulouse, Pau et Bordeaux en parfaite compréhension et complémentarité ; le Conservatoire des Ressources Biologiques de Midi-Pyrénées trouve en Aquitaine des compétences complémentaires.... Et cette liste pourrait s'allonger. Alors, trop près ? trop loin ? Charles Riou était venu participer à une réunion des DU de Toulouse, et moi-même j'étais allé à une réunion similaire à Bordeaux à titre réciproque. Charles Riou m'avait fait alors remarquer que nous avions à Toulouse une richesse spécifique par rapport à Bordeaux : des compétences en matière de recherches économiques et sociales, et aussi sur les systèmes agraires et le développement. Ce qui nous donnait, selon lui, plus de capacités pour raisonner le positionnement stratégique de l'INRA dans sa région... Un argument supplémentaire pour une stratégie concertée.

Autre évocation : lors de notre première rencontre à La Grande Ferrade, Josy Bové m'avait expliqué qu'il ne fallait pas parler du Centre INRA « de Bordeaux » mais de « Bordeaux Aquitaine » : car l'INRA à Bordeaux (à La Grande Ferrade), ce n'est finalement qu'une part d'un vaste ensemble de localisations réparties sur tout le territoire régional (contrairement à Toulouse, fortement concentré sur l'agglomération et dont les trois quarts des unités de recherche sont concentrées à Auzeville). Si je me souviens bien, l'INRA en Aquitaine, c'est près d'une dizaine d'implantations géographiques, avec La Grande Ferrade sur l'agglomération bordelaise, Pierroton en forêt landaise vers Arcachon pour la recherche forestière, un troisième site de recherche à Saint-Pée-sur-Nivelle pour l'hydrobiologie et la pisciculture des salmonidés, et plusieurs unités expérimentales, des UE « historiques » qui ont eu des apports considérables à l'agriculture de ces régions du sud-ouest, que ce soit pour le maïs (St-Martin-de-Hyons), le vin (les domaines de Couins et de Latresne), le foie gras (Artiguières), le pruneau d'Agen et l'horticulture fruitière (La Tour du Rance, Touloune...), etc.

Mais l'INRA en Aquitaine, ce ne sont pas que ces implantations « traditionnelles » dont l'histoire remonte au début du siècle pour certaines d'entre elles. L'INRA trouve à Bordeaux l'intérêt de la proximité d'un grand pôle universitaire, caractéristique partagée avec les frères « sudistes » de Montpellier et de Toulouse et le cousin breton de Rennes. Le site bordelais est donc potentiellement propice à des développements « modernes » de l'agronomie. Donc des atouts et des potentialités fortes... mais quels projets structurants avec les universités ? Quel devenir aussi pour cette nébuleuse d'implantations expérimentales ? Ce n'est certainement pas par hasard si Pierre Chassin a été chargé par la Direction Générale de l'INRA d'une réflexion et de l'animation d'un groupe de travail sur les Unités Expérimentales ?

Voilà, le TGV arrive à l'heure à Bordeaux, avant de poursuivre direct jusqu'à Paris Montparnasse, cette fois en seulement trois heures ! Pierre Chassin m'attend sur le quai et m'introduit de suite à l'ambiance bordelaise dans laquelle il déploie son énergie. Dans le parcours en voiture, il me commente les attentes des professionnels du vin. Tout de même, le vin, c'est la première puissance économique régionale ! Avant l'aéronautique ! Le Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux (CIVB) veut le faire savoir au Président de l'INRA et ne comprendrait pas qu'il boude son invitation... Bertrand Hervieu a dit d'accord pour un dîner au siège de la prestigieuse institution !

24 novembre, 20h30

## **Célébration dans le temple du vin**

Le Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux occupe un bel immeuble d'ordonnement classique en plein centre de Bordeaux : six étages entre la Place des Quinconces et l'Opéra. Le quartier avoisinant est bouleversé par les travaux de construction du tramway : « *Trois lignes d'un coup, après tant d'années à tergiverser ! La circulation en ville est devenue totalement impossible* » se lamente Pierre Chassin. « *De toute manière ça ne fait qu'ajouter au désordre habituel de Bordeaux !* ». (« *Dis-moi, Pierre, je te trouve d'une humeur bien pessimiste ce soir !* »)

Le hall monumental introduit à un espace en forme de rotonde. Murs clairs de marbre sculpté (des sarments de vigne évidemment). Colonnes doriques qui renforcent l'impression d'entrer dans un sanctuaire... Grands vitraux, signés Buthaud, qui célèbrent « *Le triomphe de la Ville de Bordeaux* » et « *Le Triomphe de Bacchus* ». Une tapisserie d'Aubusson par Lurçat (« *Le Vin de Bordeaux ou La Naissance des Crus* ») derrière un massif comptoir en bois de chêne à l'allure d'autel pour les célébrations bachiques. Ce temple du vin est aussi un temple de la culture : il accueille régulièrement des expositions de peintures, sculptures, dessins et photos. Le grand prêtre de ces lieux, Président du CIVB, s'approche et, après les présentations et le cérémonial d'accueil, nous invite à apprécier un Château-Carbonnieu blanc de 1998 (« *Pessac-Léognan cru classé de Graves* ») : une introduction au sujet de notre dîner de travail et au programme de dégustation qu'il a préparé à l'intention du Président de l'INRA.

Descente au niveau inférieur par un escalier de bois chaleureux, dont les gradins s'amorcent sous l'un des vitraux. Nous pénétrons dans la crypte, une salle à manger décorée de boiseries et de miroirs qui accentuent l'impression d'ampleur.

Jean-Louis Trocard, Président du CIVB présente l'ordonnancement de la soirée : il a choisi de mettre cette rencontre d'exception sous le signe de l'année 83, l'année de la signature du décret créant l'EPST INRA. Une commémoration ! Après beaucoup d'hésitation, nous explique-t-il, son choix s'est finalement porté sur un Saint-Emilion d'abord (« *pour la rive droite* ») puis un Pessac-Léognan (« *pour la rive gauche* »)... Il souligne en effet qu'il tient à respecter les équilibres entre les différentes familles des crus de Bordeaux, au moins la partie droite et la partie gauche par rapport à la Garonne, mais aussi qu'il a eu envie de se faire plaisir ! Le CIVB est une institution qui est attachée aux équilibres, puisque son Président est accompagné de ses deux Vice-Présidents, l'un au titre des viticulteurs, l'autre au titre des négociants.

Mais, sans transition, il veut passer aux « sujets qui fâchent », ceci en toute convivialité évidemment ! Il s'agit de quoi ? Pas la peine de tendre l'oreille : malgré l'ampleur de la pièce et la largeur de la table, on peut se parler normalement sans avoir à élever le ton. Donc, deux sujets au programme de la célébration de ce soir : le projet de l'ISVV (Institut Supérieur de la Vigne et du Vin), pour lequel la participation de l'INRA est attendue (mais Pierre Chassin m'a expliqué, en m'amenant depuis la Gare Saint-Jean, que ce projet démarrerait de manière pas très claire), et aussi « la maladie du bois » pour laquelle le CIVB sonne l'alerte (là encore « *une situation mal instruite et où des enjeux personnels ajoutent à la confusion* », m'a indiqué Pierre Chassin). Le Président assure en conclusion l'attachement de la profession à l'INRA et à la recherche bordelaise, attachement dont il souligne au passage qu'il se manifeste par un budget annuel de plus d'un million d'Euros consacré à des contrats de recherche ! (« *Consultez le dossier qui a été préparé à votre intention* »)

Bertrand Hervieu assure aussi « *l'attachement de l'INRA au partenaire que constitue le Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux* », d'autant que ce « *Château Larcis-Ducasse 1983, Saint-Emilion Grand Cru, Grand Cru classé* » (je lis le menu) qui remplit nos verres mérite en effet une grande attention ! (J'ajoute que la « *Terrine de Lapin de Garenne et son chutney de mendiant* » n'est dans notre assiette que comme faire valoir du contenu des verres : on pourrait même l'oublier !)

Il complète :

« *Nous avons deux contraintes : à la fois moderniser nos partenariats et être dans la course de la compétition scientifique mondiale !* »

Et il déroule le panorama de tout ce qui bouge dans les domaines de recherche de l'INRA... Un panorama, - une litanie - des principales préoccupations de l'INRA. Et, il n'oublie pas de mentionner la conception que la société se fait des animaux, la circulation des nouvelles maladies, l'évolution des idées, l'importance prise par l'éthique du vivant... Pour revenir quand même au vin et aux réflexions et décisions de l'INRA concernant ses travaux sur les OGM de la vigne. Et tout ceci sans boire !

#### Prières sur la maladie du bois

Pendant que Bertrand Hervieu rattrape son retard, Pierre Chassin et Muriel Barthes (directrice technique du CIVB) engagent les convives à évoquer les méfaits de « la maladie du bois ».

Pierre Chassin :

« *Un problème diffus... On constate qu'après la suppression de l'usage de l'arsenic, on a observé un accroissement du nombre de ceps atteints par la maladie de l'ordre de 30%. Certains Domaines sont en difficulté ! La menace est réelle, mais quel est l'objet de recherche ?* »

Muriel Barthe confirme :

« *La maladie du bois conduit en effet à un renouvellement des plants qui peut atteindre 10% par an* »

Elle explique qu'en 1995, elle a organisé une journée d'études sur les maladies du dépérissement des arbres, élargie à d'autres espèces végétales que la vigne dans le cadre d'une ouverture internationale : les abricotiers en Nouvelle Zélande, les chênes, etc. La discussion porte sur le comment faire pour parvenir à cerner la nature du phénomène, afin de mobiliser ensuite des compétences scientifiques ajustées, pour aboutir assez vite à des solutions opérationnelles.

Le « Grenadin de veau grillé, sauce morilles, pommes vonassiennes » ne mérite vraiment aucun commentaire particulier, alors que ce « Château Haut-Brion 1983, Premier cru classé en 1855, cru classé de Graves » (j'ai toujours le menu sous les yeux pour suivre la progression) recueille notre admiration unanime ! Le temps a fait son œuvre ! Il n'est pas nécessaire de le laisser vieillir encore ! D'ailleurs, deux bouteilles supplémentaires sont les bienvenues ! Ce produit du terroir et du temps laisse en bouche un souvenir inoubliable !

Dans cette ambiance fort agréable, Bertrand Hervieu propose que soit organisée une manifestation scientifique de deux ou trois jours « pour faire mûrir la réflexion sur la maladie du bois, et afin d'éclairer des pistes de recherche non soupçonnées ».

Tandis que l'on est prêt autour de la table à poursuivre les échanges sur la vascularisation et sur les éliciteurs, je me hasarde à formuler l'idée que la recherche doit d'abord entendre l'alarme de nos hôtes : le caractère dramatique des effets de cette maladie (« Cependant, il n'est pas question de revenir sur l'utilisation de l'arsenic ! » : le Président du CIVB pèse ses mots et insiste sur cette prise de position)... Mais ensuite que cette réflexion a besoin de mobiliser certes des spécialistes mais aussi quelques non-spécialistes qui ouvriraient large le champ des hypothèses et des approches.

Accord du Président du CIVB pour cette démarche. Et Bertrand Hervieu commente :

« Il est essentiel de partager ensemble une culture scientifique. Il faut se mettre en attitude d'exploration, qui est celle de la recherche. Par exemple, si on arrive ensemble à la conclusion qu'il faut faire de la transgénèse, cette option sera alors partagée ».

Je sors à nouveau de mon devoir de réserve (qui est normalement celui du « chroniqueur ») en exprimant l'idée qu'il ne faut pas que le CIVB se place uniquement en position de « demandeur parce que financeur » :

« Disposez-vous en interne d'une cellule de veille qui accompagne la réflexion des chercheurs et effectue aussi un travail d'élaboration propre au CIVB ? ».

(Hochements de tête approbateurs et intéressés autour de la table sur cette idée d'une mobilisation des ressources intellectuelles du CIVB).

Le Directeur du CIVB abonde dans ce sens :

« Nous avons besoin d'une réflexion prospective alors que nous demandons seulement des réponses rapides. En effet, la recherche travaille différemment »

Bertrand Hervieu :

« Nous sommes à un tournant du partenariat, celui de la construction d'objets scientifiques. La question que vous nous posez, c'est comment faire de l'innovation ?... Comment parvenir à une œuvre qui soit à la hauteur de nos verres ? »

L'euphorie nous guette. Pierre Chassin a bien perçu le danger. Il rappelle d'une voix forte :

« Il ne faut quand même pas nier les équipes qui travaillent déjà sur ces sujets ! »

Alors, s'interroge Bertrand Hervieu, en se penchant vers son voisin le Président du CIVB :

« Ne pourrait-on réaliser ensemble un grand programme, de même nature que Génoplante ou Agenae ? En mobilisant par exemple Guy Riba et Jean Boiffin, pour amorcer la réflexion ».

Et d'enchaîner sur la démarche « INRA 2020 », la participation des Régions à l'ambition européenne, et les partenariats entre recherche publique et recherche privée...

## Exorcismes de la mondialisation

Mais voici que nos verres sont remplis maintenant d'un somptueux Sauternes : « *Château Broustet 1996, cru classé en 1855* », accompagné d'un « *Feuilleté chaud aux poires caramélisées* ». Appréciations élogieuses et fleuries de chacun, appréciations qui dérivent, on ne sait pas pourquoi, sur le Tokay, qui est « *devenu un très bon vin... depuis que les français ont investi là-bas* »<sup>1</sup>

Et la conversation bascule soudain des dégâts causés par la maladie du bois aux soucis causés par l'évolution du commerce mondial du vin. Cela me rappelle que dans le débat « INRA 2020 » de Montpellier, il y a un an, la crise économique se cachait derrière des interpellations sur la flavescence dorée !

Le Vice-Président « viticulteur » du CIVB exprime son inquiétude quant au danger que peuvent faire courir « *ces gens là* » au vin de Bordeaux, compte-tenu de « *notre vulnérabilité sur un marché mondial lourd* ».

« *Cependant, nos ventes continuent à augmenter sur le marché mondial* » nuance le Vice-Président « négociant » du CIVB.

(Je note les différences d'appréciation entre le producteur et le négociant)

Le Directeur du CIVB réagit. Il en appelle à l'attitude de confiance qu'il faut avoir :

« *La confiance, c'est ça qui fait que l'on avance sur le long terme* »

Et il s'échauffe !

« *Champagne, Bourgogne, Bordeaux, Cognac... ce sont des marques de notoriété mondiale ! On n'a jamais vu quelqu'un dénigrer sa marque ! Or c'est ce que l'on fait à Bordeaux et dans le sud-ouest ! Et pourtant, Bordeaux, avec neuf-cents millions de bouteilles, c'est la première marque du monde !* »

Le Président du CIVB conclut la célébration autour de « *Mignardises et Café* » :

« *Nous nous engageons dans un nouveau style de partenariat, avec un esprit ouvert ! Je vous propose de nous retrouver ici dans un an, pour faire le point autour d'un repas avec quelques bonnes bouteilles !* »

(Evidemment, nous reviendrons !)

23h00. Ite missa est.

\* \* \* \* \*

Quelles leçons dégager de cette première séquence bordelaise ? Que la puissance économique de ces maîtres de chai s'exprime de manière souriante et cordiale, mais qu'ils savent formuler leurs demandes avec fermeté. Pierre Chassin nous explique, dans le hall de notre hôtel, que leur attitude a changé :

« *Jusqu'alors, ils jouaient de façon autonome, et maintenant ils font une ouverture large de partenariat vers l'INRA. C'est nouveau !* »

Peut-être bien parce qu'il y a le feu dans le bois ! Que la maladie gagne inexorablement, sournoisement, sans issue claire depuis des années, alors que les perspectives du marché mondial deviennent incertaines. Muriel Barthe a été sèchement remise en place par son Président (et, visiblement, elle n'a pas apprécié) lorsqu'elle prétendait défendre ce qu'elle avait déjà réalisé pour mobiliser les chercheurs, mais il est vrai sans succès.

Alors un grand chantier de partenariat avec l'INRA ?

---

<sup>1</sup> En effet, voir à ce sujet l'article de Yves Luginbuhl (CNRS, Institut de Géographie de Paris 1) : « Le paysage du vignoble de Tokaj (Hongrie) ou la valeur ajoutée d'un vin de luxe ». In « Patrimoine et paysages culturels », 83-90. Actes du Colloque International de Saint-Emilion, 30 mai – 1<sup>er</sup> juin 2001. Editions Confluences, Renaissance des Cités d'Europe.

25 novembre

## Réunion du Chapitre de la recherche bordelaise

8h00

Démarrage de l'hôtel !

Petits commentaires endormis sur l'orage qui a claqué sur les toits et dans les rues de Bordeaux, et nous a réveillés à quatre heures du matin.

8h30

Circuit rapide en voiture entre les bâtiments de la Grande Ferrade. Pierre Chassin, au volant, nous commente son programme de réorganisation du site. Dans son bureau, au premier étage du château, le plan du schéma directeur... C'est un véritable schéma d'urbanisme. Seuls resteront en place le château et les bâtiments anciens de belle architecture de pierre, et évidemment le bâtiment récent de l'IBVM (Institut de Biologie Végétale Moléculaire) : les préfabriqués et les « bricolages » divers qui se sont accumulés au fil des décennies seront mis à terre. Les expérimentations seront déplacées dans les domaines périphériques : il ne restera que des collections de ressources génétiques (prunus, noyers, châtaigniers). Place à l'accueil des équipes universitaires dans le cadre des UMR ! La Grande Ferrade et la Place de la Bourse... c'est le même bouleversement pour faire que le futur soit meilleur à vivre !

8h45

Une salle de réunion anonyme dans un couloir de l'IPBV. Bouteilles thermos pour le café et quelques boîtes de biscuits. Sièges bleu vif et grandes tentures rose saumon. Quelques rayonnages de bibliothèque, des matériels de projection poussés dans un coin de la pièce... Evidemment, ce n'est pas le décor « classe » du siège du CIVB. Mais peu importe, ce qui compte ici c'est le fond du débat. Et Pierre Chassin a préparé la rencontre de ses invités avec Bertrand Hervieu.

Tour de table rapide des interlocuteurs ... Je ne parviens pas à retenir les noms au passage, prononcés rapidement comme par habitude : tout le monde se connaît et chacun s'appelle familièrement par son prénom... et en définitive, c'est plus facile à retenir pour moi. Et je réalise soudain, par un lien curieux avec la célébration d'hier soir avec les « maîtres de chai », que Bertrand Hervieu va présider un Chapitre qui réunit les « maîtres de la science » bordelaise : ils ont été convoqués aux matines avant qu'ils vaquent aux habituelles obligations de leurs charges.

Donc, de chaque côté de la table, présidée par le Grand Maître Bertrand assisté de Maître Pierre, s'alignent successivement une bonne quinzaine de Frères et de Sœurs représentant différentes obédiences (CNRS, INSERM, Université, INRA, etc.).<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Parmi eux, vont successivement intervenir :

Frère André (André Ducastaing, DRRT)

Frère Pierre (Pierre Mormède, directeur UMR INRA-INSERM)

Sœur Liliane (Liliane Chartier, déléguée régionale INSERM)

Frère Francis (Francis Hardouin, Président de l'Université Bordeaux 1)

Frère Jean (Jean Magne, Directeur de l'ENITA de Bordeaux)

Sœur Florence (Florence Parnier, déléguée régionale adjointe, CNRS)

Frère Jean-Marc (Jean-Marc Olivier, Président adjoint Centre INRA Bordeaux)

Frère Sachy (Sadavisam Kaushik, INRA, St-Pée-sur-Nivelle)

Frère Michel (Michel Marieux, délégué régional CEMAGREF)

Frère Patrick (Patrick Buat-Ménard, Vice-Président Université Bordeaux 1)

Frère Jean-Michel (Jean-Michel Carnus, INRA Bordeaux)

Quinze minutes suffisent au Grand Maître Bertrand pour brosser le décor d'« INRA 2020 » à propos duquel il souhaite recueillir les analyses des participants et prendre la température bordelaise.

Frère Francis (Président de « Bordeaux 1 ») assure qu'il a bien reçu le message :

*« L'INRA met la surmultipliée. Il s'engage dans un partenariat académique qui va au-delà des UMR. Et nous avons en commun des ambitions essentielles ! »* Et il liste ces ambitions : « la capacité d'imaginer et de proposer » ; « la dimension « Ecoles Doctorales » qui est le cœur de notre dispositif de demain » ; « le renforcement du partenariat ».

Frère André (DRRT) enchaîne et prend acte de l'intérêt que constituent les Ecoles Doctorales pour les EPST et les Universités. Mais il insiste sur la mise en œuvre de « *grands programmes multidisciplinaires* ». Il ajoute un argument politique : « *La décentralisation sera probablement difficile pour les EPST. Mais la réalisation de programmes transversaux pourrait constituer une facilité* ».

Mots aimables et réflexions sensées... Mais Maître Pierre n'a pas réuni ce Chapitre autour du Grand Maître Bertrand pour de simples échanges courtois ! Sa préoccupation majeure : quels sont les grands chantiers de taille européenne qui valorisent la puissance de recherche concentrée à Bordeaux et au sein desquels l'INRA est acteur ? Bordeaux, c'est certes la puissance des « maîtres de chai », mais l'objectif est de travailler ensemble à la manifestation de la puissance des « maîtres de science », (même si le cadre n'est évidemment pas aussi prestigieux que celui de la crypte salle à manger du CIVB !)

### Inventaire !

Frère Patrick (Président du Conseil Scientifique, Université de Bordeaux 1) énonce d'abord les projets d'envergure européenne coordonnés à Bordeaux, à savoir : les agro-matériaux, les indicateurs biologiques des milieux aquatiques, la modélisation des entreprises...

Frère Jean-Michel (d'obédience INRA) complète, en listant les réseaux européens où la recherche forestière de l'INRA a un rôle moteur, impliquant souvent Bordeaux 1 : un projet intégré « Forêt-Bois » avec une co-animation suédoise ; un Pôle d'excellence « Génomique et biodiversité » ; une tête de pont « Marie-Curie » d'échanges de thésards sur le thème de la forêt. Depuis Saint-Pée-de-Nivelle, Frère Sachi, coordonne un Projet intégré « Sea Food », impliquant de façon originale la dimension nutritionnelle, avec la participation de l'Institut de Nutrition de Norvège et de l'Université de Cambridge. Frère Patrick (Bordeaux 1,) confirme l'intérêt de l'Université bordelaise pour ces questions nutritionnelles avec la participation de l'Institut de Nutrition Humaine (nutrition et neurosciences).

Frère Jean (directeur ENITA Bordeaux) se déclare également intéressé par ce sujet : il monte une formation d'ingénieur en nutrition avec le concours de l'Université. Frère André (DRRT) ajoute que les atouts de Bordeaux 1 concernent la signalisation cellulaire pilotée par l'alimentation (ce qui ouvre des perspectives concernant le vieillissement et les maladies neurologiques du comportement), tandis que Bordeaux 2 travaille sur la nutrition médicale. Et l'INSERM (avec Sœur Liliane) est également partie prenante dans un ensemble impliquant « Bordeaux 1 » et « Bordeaux 2 » sur le vieillissement et l'épidémiologie. Frère Jean-Marc (Président Adjoint INRA Bordeaux) confirme : sur ce sujet, pour lequel la Région est sensibilisée, les perspectives sont importantes pour les 5 à 10 ans à venir.

L'inventaire se poursuit par des thèmes concernant l'environnement, à nouveau par Frère Patrick (Bordeaux 1) avec la mention du GIS « Ecobag » (Ecologie du Bassin Adour-Garonne), identifié dans le Contrat de Plan Etat-Région, et objet d'une coopération exemplaire avec Toulouse. Intérêt que confirme Frère Michel (délégué régional CEMAGREF). Maître Pierre place dans cette rubrique « environnement » le projet de Pierroton, avec la constitution d'une plate-forme « environnement des milieux terrestres », qui mobilise aussi Bordeaux 1 et le CEMAGREF.

Ayant ainsi mesuré l'état des forces bordelaises et recueilli les avis des uns et des autres, le Grand Maître Bertrand commente :

*« A l'INRA, nous avons deux soucis, celui de la conception et de la création des grands équipements structurants. Mais aussi celui de l'avenir du dispositif spécifique à l'INRA des unités expérimentales, leur coût et leurs évolutions. Voilà pour nous un grand chantier à 20 ans ! Donner des perspectives par rapport au dispositif régional et aussi par rapport au dispositif européen. Alors que nos domaines ont été créés à l'origine avec une certaine vision du développement agricole ».*

Et Maître Pierre de compléter :

*« Ces unités expérimentales couvrent un total de près de 12 000 hectares, et mobilisent 1 000 personnes environ »*

(Ça aussi, c'est une force spécifique à l'INRA, à ne pas négliger pour raisonner une stratégie intégrée de la science)

Cependant, un peu comme hier soir la puissance viticole bordelaise ressentait « la maladie du bois » comme un élément de fragilité aux conséquences dramatiques, les « maîtres de la science » bordelaise s'inquiètent des symptômes d'une inefficacité structurelle qui menace la stabilité de l'ensemble de l'édifice alors que le potentiel est favorable au montage à Bordeaux de « *pôles scientifiques de rayonnement européen, centrés sur quelques points forts, équipés d'équipements majeurs, articulés aussi avec le développement économique régional, et attractifs pour les jeunes...* »

Nouveau tour de table pour un nouvel inventaire...

### Diagnostic des faiblesses

Frère André (DRRT), à propos d'un pôle sur la nutrition humaine dont l'annonce a échauffé un temps les participants, met le doigt sur les limites d'un simple « affichage » :

*« Il ne suffit pas que chaque université ou établissement travaille dans son coin sur la nutrition. Il faut travailler ensemble ! Il faut encourager et inciter à travailler ensemble, et ceci dans la perspective de créer un Centre National de Nutrition Humaine ».*

(Autrement dit, l'ambition des grands chantiers ne peut se limiter à accumuler des matériaux, aussi valables soient-ils)

Maître Pierre :

*« Comment croiser nos compétences, dans les UMR, dans les incubateurs ? C'est ingérable ! »*

(Pierre continue à broyer du noir ce matin, ou plutôt - je le ressens ainsi - il rogne d'impatience devant tant d'immobilisme et de contraintes administratives à surmonter !)

Frère Patrick (Bordeaux 1) confirme « *les difficultés de gestion administrative des UMR...* »

(C'est évidemment un point sensible exprimé tout au long de ces débats INRA 2020 dans les Centres).

Il est appuyé par Frère Pierre (Directeur d'UMR INRA-INSERM) qui apporte son point de vue de « *quelqu'un d'en bas* » :

*« A l'évidence, nous avons du mal à gérer l'interaction entre les organismes... Avec des blocages de mise en œuvre administrative. Il faudrait créer des UMR qui ne soient pas trois morceaux d'organismes ».*

(Des UMR qui aient donc une personnalité propre ? Ou encore telles que l'un des organismes reçoive délégation de gestion des moyens des autres ?)

Frère Patrick (Bordeaux 1) :

*« Pourtant nous avons de bons interlocuteurs à la Région, qui sont réceptifs à nos messages. Notre position est d'abord de produire de la science. Notre fonction première n'est donc pas le transfert, mais nous pouvons apporter de l'appui au transfert impulsé par la Région, et pour cela nous devons le faire dans le cadre de structures souples ».*

Sœur Liliane (INSERM) se déclare *« totalement favorable à ces idées et partage les mêmes préoccupations »*. Elle propose que l'INRA soit associé aux travaux du Comité de Coordination Régionale pour la Recherche Biomédicale, impliquant déjà les Universités et le CNRS, sur la préoccupation « santé de l'homme ».

(Donc, ça ne se fait pas encore, et ça confirme la remarque du DRRT et la rogne de Pierre !)

Frère Michel (CEMAGREF) confirme. Il souligne la lenteur avec laquelle les organismes s'engagent dans une programmation conjointe :

*« Les Ecoles Doctorales pourraient être un facteur de déblocage ? Mais les organismes nationaux ne pourraient-ils pas se concerter pour engager une programmation ? »*

Et il va plus loin :

*« L'INRA et le CEMAGREF existeront-ils encore dans 20 ans ? »*

Frère André (DRRT) manifeste son espoir, mais aussi son pessimisme !

*« C'est le montage de projets communs qui fera évoluer les structures à 10-20 ans, pas les organismes eux-mêmes ! »*

Mais complète Frère Francis (Bordeaux 1)

*« Il faut concevoir et imaginer les projets. Oui, il faut imaginer ! La science doit avoir sa place, active et volontaire. Ainsi, l'Institut de Chimie Biologique a été créé depuis 1990, mais la Conférence des Présidents des Universités d'Aquitaine a pris position pour un projet encore plus structurant ! »*

Sœur Florence (Délégation CNRS) précise que cet Institut de Chimie Biologique associe Bordeaux 1, Bordeaux 2, l'INSERM et le CNRS : *« Le CNRS est favorable à de tels montages »*. Mais s'agissant de l'ISVV, que les maîtres de chai appellent de leurs vœux, *« le dossier est en cours d'examen »*.<sup>3</sup>

De l'ensemble de l'échange, Florence dégage comme leçon que *« la concertation est insuffisante entre les EPST, alors qu'elle est peut-être plus fréquente entre les Universités »*.

Pour Frère Jean (directeur ENITA Bordeaux), ce qui se dit ici est *« analogue à ce qui se discute entre les directeurs des établissements d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture : comment concilier le vertical et le régional ? »*

Et il développe :

*« Il y a une convergence évidente entre nous. Il y a consensus sur les concepts. Et on fait aussi le constat du foisonnement local d'initiatives et de projets. Mais la perte de charge est gigantesque ! Pouvons-nous tenir dans le cadre de l'Espace Européen de la Recherche ? Il faut être imaginatif, à la fois au niveau national, entre l'INRA et la Direction de l'Enseignement Supérieur, et aussi au niveau local ».*

(Question : Avec ce type de difficultés, sommes-nous d'avance perdants dans le cadre de la construction de l'Espace Européen de la Recherche ? Ou bien, cet enjeu fort peut-il tirer les EPST, Universités et Ecoles et les obliger à coopérer, à s'engager dans des opérations de « coopération sur site », pour reprendre l'expression entendue à Tours Nouzilly en mai dernier ?)

---

<sup>3</sup> Et on va apprendre à la fin de la réunion que l'Université ne signera pas la Convention constitutive de l'ISVV aux côtés de l'INRA et du CIVB.

Maître Pierre sent que l'on approche de la fin de la célébration et va asséner une dernière pique:

« *Comment pourrions-nous discuter ensemble dans le cadre de la Conférence Régionale, avec le Recteur et le DRRT ?* »

Frère André :

« *C'est vrai, la Conférence ne s'est pas réunie. C'est de notre faute !* »  
(ou comment peut-on construire ensemble sans se rencontrer ?)

Quelle impression je tire de tout cela ?

Nous avons eu un premier inventaire convaincant des atouts du potentiel scientifique bordelais, qui a fait d'autant plus ressortir les insuffisances structurelles et institutionnelles : je crois avoir compris la logique de Pierre Chassin. Et dans cette « épreuve » consacrée au montage de grands projets, les EPST ne sortent pas indemnes. Finalement, la tonalité du Chapitre a relevé plus par moment des « Lamentations » que du « Cantique des Cantiques » !

1. Il ne suffit pas d'afficher une addition de compétences : il faut qu'il y ait coopération effective et élaboration de projets. Les Universités, comme les organismes, ont tendance à travailler « perso ». Au mieux, on se contente d'afficher un « grand projet » sous la forme d'un empilement de compétences !
2. Les Universités disent qu'elles ont une certaine culture de concertation en Aquitaine. Alors que les organismes apparaissent plus difficiles à faire bouger, avec un déficit de concertation tant au niveau régional qu'au niveau national.
3. La pratique de la recherche « à la base » pâtit largement des blocages relevant des procédures de nature administrative, notamment quant à la gestion des UMR.

Et si l'on devait ne retenir qu'une formule, ce serait celle de Jean Magne : « *La perte de charge est gigantesque !* »

\* \* \* \* \*

Il revient au Grand Maître Bertrand de dire le message de clôture du Chapitre :

Concernant la question particulière de la gestion des UMR :

« *C'est une difficulté importante, qu'il faut résoudre tout de suite, si nous voulons réussir dans le long terme* ».

A propos des grands chantiers bordelais :

« *Nous voyons bien qu'il faut donner de la cohérence à tout ça... pour que les labos puissent bosser. Il faut avoir la force de l'évidence... sinon à 20 ans !* »

Et finalement, il ne conclut pas par un message qui serait comme une feuille de route à suivre... Derrière les épaules des « maîtres de science » réunis ce matin, il va faire un renvoi vers les jeunes chercheurs :

« *Je viens d'avoir une série d'entretiens avec des jeunes chercheurs venus de tous les Départements de Recherche de l'INRA. Ce sont des gens intelligents ! Ils ne sont pas préoccupés sur la question de l'intégration. Mais ils sont paniqués sur la gestion des programmes alors que très rapidement ils vont venir aux commandes* ».

Nous allons écouter maintenant les jeunes chercheurs du Centre – les novices – qui ont peut-être de bonnes idées et des solutions pour demain !

10h30

## Les Répons du vendredi

Nous nous installons dans le grand amphi de la Grande Ferrade. Un bel amphi en gradins, construit il y a une dizaine d'années. Cent trente places environ. Fauteuils d'un bleu azur confortable, moquette maillée à tonalité « bordeaux », parois gris clair ornées de grandes photos en couleurs symbolisant les thèmes de recherche conduits sur le Centre. Un grand écran sur lequel Jean-Claude Meymerit, en « grand maître de com », projette la photo de l'affiche composée spécialement pour illustrer la démarche « INRA 2020 » : un échafaudage orné de multiples pancartes... (On vous disait bien que Bordeaux, c'était un grand chantier !)

Bertrand Hervieu et Pierre Chassin sont assis derrière sur une solide tribune en bois clair face au public.

Sous la conduite de Frère Jean-Claude comme mentor, une trentaine de « novices » (pardon, les jeunes chercheurs du Centre) se sont réunis pour formuler une dizaine de questions sur des sujets qui les préoccupent, retranscrites dans un document (le travail a été très bien préparé, bravo !). On peut finalement organiser tout ça autour de 4 ou 5 grandes rubriques.

J'en retiens l'expression d'un signal important, à la fois très sensible et récent, celui de la désaffection des étudiants pour les métiers de la recherche. Ainsi, non seulement, les lycéens désertent les filières scientifiques mais, devenus étudiants, ils envisagent de moins en moins de faire carrière comme chercheurs. Plusieurs raisons à cela sont avancées : un mouvement général observé dans la plupart des pays industrialisés, les conditions difficiles de début de carrière, les liens supposés ou réels entre la recherche agronomique et les firmes.

Allons-y pour le jeu des questions réponses...

### **(1) Le changement d'attitude des étudiants vis-à-vis du métier de chercheur**

C'est Florence Forget qui ouvre par une question sur le changement de l'attitude des étudiants vis-à-vis des métiers de la recherche.

*« Depuis cinq ans, le constat c'est la baisse de la passion pour la recherche. En cinq ans, le changement a été très rapide. Les arguments ne passent plus ! »*

Cette baisse de l'attractivité, c'est vraiment le premier grand sujet discuté, commenté, éclairé. Ces « jeunes chercheurs », en fait, ne sont pas si « jeunes » que cela. Ils ont déjà franchi des étapes déterminantes dans la construction de leur carrière, ils ont des responsabilités dans leurs labos, voire même déjà, pour certains, des tâches de conception et de gestion de programmes européens. Et ils assurent des cours et des séminaires dans les universités, ce qui leur permet de mesurer le changement d'état d'esprit des étudiants alors qu'ils étaient dans cette situation il y a peu d'années !

Echanges instructifs, qui complètent les deux entretiens avec les jeunes chercheurs réunis il y a peu à la Direction Générale, et où cet aspect des choses n'avait pas été évoqué !

Bertrand Hervieu :

*« Quelles raisons pour expliquer cette baisse de passion ? S'agit-il des niveaux de rémunération ? En fait, on constate une baisse générale des effectifs en sciences physiques et biologiques : c'est un phénomène observé en Europe, aux USA, au Canada et au Japon. Mais pas dans les très grands pays émergents. Je suis pour l'organisation d'une campagne de communication en faveur des métiers de la recherche ».*

La suite va donner des éclairages complémentaires.

Question :

« Finalement où vont les étudiants ? »

Bertrand Hervieu :

« ... vers le droit, les sciences sociales, le commerce et la communication »

Question :

« Mais cela ne va-t-il pas se traduire par moins de personnes aux concours, et donc moins de très bons candidats ? »

Bertrand Hervieu :

« Une qualité moindre des recrutements ? Non ! Et nous n'avons pas non plus de pénurie ! Dans l'immédiat, pas d'inquiétude ! Mais à dix ans, nous devons faire face à un renouvellement important des effectifs, avec plus de postes ouverts. Or, ce sera le cas aussi au CNRS, dans les Universités, et aussi les groupes privés ! »

## **(2) Les débuts de la carrière des chercheurs**

Question :

« On observe que des thésards arrêtent leur carrière. Tout particulièrement ceux, qui pour des raisons diverses ne peuvent pas bouger, alors que les bourses post-doc sont réservées à ceux qui vont à l'étranger. Il n'y a pas de bourses post-doc pour les français en France ! »

Bertrand Hervieu :

« Je suis favorable à un dispositif qui comprenne des modalités plus diversifiées. Il faut construire des osmose. Par exemple le budget de la recherche prévoit 300 post-doc, dont 30 pour l'INRA. Mais aussi des postes d'accueil... »

Question :

« Et le niveau des rémunérations ? »

Bertrand Hervieu :

« OK, mais nous sommes liés au dispositif général de la recherche publique »

Question :

« Une inquiétude quant au parcours des élèves des écoles d'ingénieurs, et plus particulièrement des « agros » dont la part diminue au sein de l'INRA »

Bertrand Hervieu

« Un des apports importants de l'INRA, c'est la capacité d'intégration des connaissances, avec un métissage des origines des chercheurs. En fait, ceux qui sont recrutés comme ingénieurs font ensuite une thèse, et certains sont ensuite comptabilisés comme étant des « universitaires ». Ce qu'il faut peut-être mettre en cause, c'est la longueur du parcours. Mais ce métier, c'est un métier de mijotage : cette identité professionnelle nécessite la maturation ! »

Question :

« Cependant, à la Météo, il y a recrutement à la sortie de l'Ecole, puis thèse ! »

Bertrand Hervieu :

« Il faudrait en effet travailler quelque chose autour de ça ! Pour attirer les jeunes par le niveau de rémunération, mais aussi par les conditions du métier. Ce métier peut être attractif : rencontrer la terre entière, circuler en toute liberté dans un monde compliqué à comprendre... tout ça c'est une compensation ! »

Question :

« Les étudiants peuvent comprendre la logique de mijotation et le niveau des salaires... Mais il y a la crainte de la suite, à la fin du parcours : après le post-doc, c'est l'incertitude ! »

Pierre Chassin :

« C'est un argument pour un recrutement plus précoce ! Le recrutement précoce, ça tue le risque ! »

Question :

« Les ASC sont-ils en voie de disparition ? »

Bertrand Hervieu :

« Le dispositif des ASC constitue un attrait pour les jeunes. Mais il pourrait y avoir plus de postes. La gestion des ASC a été confiée aux Chefs de Départements. D'où conjoncturellement, des retards... mais il n'y a pas de remise en cause ! »

Sylvie Germain intervient sur la reconnaissance de l'enseignement par les jeunes chercheurs.

Bertrand Hervieu :

*« Il faut évaluer l'ensemble de l'activité des chercheurs. Pas uniquement les publications ! Mais l'enseignement est un atout pour la progression de la recherche : vous gagnez du temps ! »*

### **(3) Le partenariat public-privé**

Véronique Decroocq veut bien entendre l'argument de l'autonomie du chercheur, mais veut évoquer un autre problème préoccupant concernant les évolutions de l'INRA, et qui a selon elle des conséquences négatives sur l'image que donne l'INRA !

*« Mais y-a-t-il autonomie alors que le financement est assuré par de gros partenariats privés ? A l'Université, l'image de l'INRA c'est qu'on y travaille pour le privé ! Dans le futur pourra-t-on travailler sur des domaines non finançables par le privé ? »*

Bertrand Hervieu :

*« A vingt ans, la tendance lourde, c'est que les partenariats vont se renforcer. En effet, en France, alors que l'effort public de recherche per capita est le plus élevé, l'effort de recherche privé est le plus faible. Or dans une tendance de baisse des impôts, on ne peut contourner le débat sur le niveau du budget public de la recherche.*

*Il nous faut parvenir à construire en France un partenariat public-privé qui ne soit pas une confiscation du public par le privé, un partenariat qui assure une plus grande autonomie aux chercheurs, et aussi une protection de la propriété intellectuelle. D'où l'exploration d'une formule de type « Fondation »*

*Par ailleurs, je suis pour un financement sur une stratégie de recherche dans une perspective de mutualisation. Ce qui suppose un partenariat avec des firmes mais aussi avec des professions : d'où les modèles constitués par Génoplante 2 et par Agenae ».*

Question :

*« Mais quid des modèles et des plantes qui ne sont pas pris en compte dans ces groupements ? »*

Bertrand Hervieu

*« ... Autrement dit, quelle circulation entre l'accumulation des connaissances sur des plantes modèles et les autres ? C'est bien une question à 20 ans ! Mais Génoplante, ça ne va pas durer comme les contributions ! C'est un outil exemplaire en Europe : autour de la question des ressources génétiques et de l'autonomie du chercheur, c'est un outil de science, et c'est un outil non déconnecté des préoccupations économiques. »*

Martine Lemaire :

*« Mais quand même, le conflit entre l'intérêt de la société et l'intérêt des groupes, c'est un vrai problème ! »*

Bertrand Hervieu de rebondir ici en produisant le discours déjà abondamment prononcé dans les débats « INRA 2020 » sur les mésaventures de l'INRA avec la société Claude-Camille Benoît (voir sur ce sujet les autres débats de Centre, où il détaille largement cette histoire)

### **(4) L'organisation de la recherche**

Avec Alain Mollier, on passe à l'organisation de la recherche à vingt ans. En quelque sorte, quels futurs pour l'INRA (et les EPST) entre l'Europe et les territoires ?

Bertrand Hervieu :

*« L'enjeu, c'est notre capacité, ou incapacité, à construire le projet qui permette cette articulation.*

*Un tel projet doit avoir pour condition la construction de connaissances moins segmentées, plus intégrées. Ce doit être un projet intellectuel qui soit un lieu fédérateur. Si nous sommes sûrs de ce projet, nous le ferons avec les Universités et avec l'apport des Régions, avec l'identité d'un EPST national au cœur. Construire cette identité régionale sur la base d'un projet intellectuel et scientifique, est en concordance avec le besoin d'une existence des régions en Europe. Il nous faut offrir aux Régions du « générique finalisé », et rendre la science présente dans la cité : c'est une composante du débat science et société. »*

Et les Unités expérimentales ? « C'est bien une spécificité de l'INRA ! » (G. Guy, Artiguières)

Bertrand Hervieu :

*« Les Unités Expérimentales constituent un atout extraordinaire ! On a l'habitude de le dire à l'INRA... Mais à vingt ans ?*

*Les grandes plates-formes scientifiques et technologiques constituent un enjeu pour la recherche. Mais dans cette perspective, l'INRA présente l'intérêt d'un savoir-faire de travail avec des modèles spécifiques qui ne sont pas la souris ! C'est ce que l'on nous reconnaît de partout maintenant ! »*  
(Et c'est grâce à l'existence de ces Unités Expérimentales que ces modèles originaux sont travaillés)

Pour conclure cet échange :

*« Les grands équipements constituent une ouverture vers une Europe de la Science qui ne soit pas une Europe technocratique. D'où notre ambition ! »*

(Le lien est ici à faire avec le débat intervenu tout à l'heure avec les Universités et les représentants du CNRS et de l'INSERM. Et si, dans le débat sur les grands équipements et le rapprochement INRA Université, le territoire de certaines unités expérimentales constituait aujourd'hui un atout considérable ? Avec le développement considérable des moyens de mobilité des informations et des personnes, l'éloignement géographique n'est plus un problème insurmontable et pourrait même devenir un atout ? Ainsi par exemple Nouzilly. Et ici à Bordeaux, La Grande Ferrade et Pierroton ne semblent plus être des espaces « agricoles », mais des territoires de migration des équipes universitaires, à l'exemple de ce qui s'est réalisé à Toulouse-Auzeville au cours des années 90. Mais lorsqu'on envisage les implantations encore plus isolées, telles que Mons en Picardie, ou Le Magneraud en Poitou-Charentes, que peut-on dire ?

\* \* \* \* \*

11h40

C'est l'heure d'accueillir maintenant tout le personnel, invité à venir écouter Bertrand Hervieu présenter la logique de la démarche « INRA 2020 »

Ce qui est intéressant ici, ce ne sont pas tant les explications que Bertrand Hervieu va donner, que les questions qui expriment le souci du personnel. En fait, il faudrait plutôt dire les soucis de ceux qui interviennent le plus souvent dans ce genre de rencontre : sur une centaine de personnes de toutes catégories (mais avec peu de chercheurs : parmi les jeunes, beaucoup ont préféré retourner à leur paillasse), seulement dix intervenants durant 45 minutes !

Liste :

- la perte d'identité de l'INRA
- « INRA 2020 », mais les autres organismes de recherche font-ils de même ?
- l'avenir des relations avec la profession agricole, notamment avec le CIVB
- nouveaux projets et nouvelles techniques, d'où nouvelles compétences ?
- et nouvelles procédures de gestion des ressources humaines ?
- la lourdeur administrative incompatible avec notre besoin de réactivité
- la procédure des marchés publics
- notre propre démarche de respect de l'environnement
- le besoin de permanence des compétences de la recherche publique : entomologie et tempête de 99, recherches sur les maladies du bois
- la parité homme-femme dans les instances de l'INRA

14h35

## L'heure de la Grand Messe

Après le déjeuner partagé avec les jeunes chercheurs et les directeurs d'unités, retour dans l'amphi qui s'est rempli d'un nouveau type de public, celui des partenaires agricoles de l'INRA : Chambres d'Agriculture, coopératives, Instituts Techniques, DRAF, CESR... mais aussi l'Etat, avec le directeur de la MIIAT, Rémi Duval (ce qui marque l'engagement de l'Etat à ce que les deux régions, Aquitaine et Midi-Pyrénées, construisent des projets ensemble à l'échelle du sud-ouest européen).

Bertrand Hervieu déroule son exposé introductif habituel et désormais très bien rodé en « 3.5.7 » : le tripode, les cinq priorités de l'INRA, les sept partenariats...

*« Ce que nous voulons par ce débat « INRA 2020 » c'est identifier ce que nous voulons faire à cet horizon, tel que si nous ne le faisons pas, personne ne le fera ! »*

15h00

Bernard Marlier, ancien directeur de la Chambre d'Agriculture du Tarn-et-Garonne, a été chargé par l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) d'effectuer un inventaire des recherches et actions conduites en partenariat avec l'INRA : une soixantaine d'interlocuteurs rencontrés dans toute la France, conjointement avec Claude Béranger..

Plus particulièrement, des entretiens ont eu lieu avec des acteurs agricoles en Aquitaine, afin de déterminer leurs attentes pour le futur. De cette enquête, il résulte que six questions sont posées à l'INRA :

- (1) la préservation de la qualité de la ressource eau
- (2) la sécurité sanitaire des aliments
- (3) la création variétale
- (4) les conditions de la gestion de l'environnement
- (5) les productions de niche
- (6) les maladies émergentes

Illustrations rapides...

Sur la ressource eau, un enjeu majeur, les attentes sont liées aux besoins des grandes cultures pour une assurer une meilleure maturité des grains, et à ceux des fruits et légumes avec des variétés plus économes dans le cadre d'une protection intégrée.

Sur la sécurité sanitaire des aliments, on insiste sur le durcissement des contraintes, le développement des mycotoxines, la traçabilité, la réduction des antibiotiques dans la chaîne alimentaire.

Pour la création variétale, le désengagement de l'INRA est redouté dans le secteur des fruits et légumes, avec d'un côté, le risque de confiscation des variétés par des « clubs », et de l'autre, un besoin de variétés correspondant à des besoins localisés.

Pour l'environnement, l'accent est mis sur la gestion des effluents (élevage, viticulture, matière plastique, conditions de transport...)

Les besoins des productions de niche, cerises et semences par exemple, ne doivent pas être négligés. Or la recherche privée s'éloigne de ces niches « peu rentables » pour les firmes.

Les maladies émergentes : on évoque à la fois l'ESB et la maladie du bois.

Un septième constat en guise de conclusion : le manque de bras et de têtes, et une démobilisation humaine. D'où une proposition : constituer une plate-forme de réflexion associant INRA, Chambre d'Agriculture, Instituts Techniques, en vue d'une prise en charge commune de secteurs jugés ensemble comme prioritaires.

Pierre Pouget (directeur de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine) complète l'exposé en insistant sur le fait que « *l'objectif d'une telle réflexion est de parvenir à faire partager ces questions par le maximum d'interlocuteurs* ».

15h25

## **Les questions et commentaires des invités**

### Les questions posées à l'INRA

Jean-Pierre Dufour, Vice-Président du Conseil Régional pour la recherche et l'enseignement supérieur :

« *Comment croiser les priorités nationales des organismes (avec une science qui unifie) - le vertical - avec les priorités régionales (l'horizontal) ? Par exemple, la vigne et le vin : il n'existe aucun point du territoire qui intègre toutes les connaissances. Il faudrait donc créer quelque chose qui ait un sens, à la fois en taille et en capacité de relais. Si l'on admet qu'une partie des compétences doit s'organiser en réseau, est-ce que ça fonctionne effectivement en réseau ? Et, en supposant que la cohérence soit réalisée « en vertical », on fait ce qu'on peut « en horizontal » ! Autrement dit, si l'on parvient à réaliser l'optimisation de l'investissement des boîtes verticales, qu'en est-il au niveau régional ? Et si on dit, on ne veut plus de flavescence dorée sur le vignoble, comment fait-on ? » (réminiscence du débat de Montpellier)*

« *D'où la question de base pour une région : quelles lignes de force ? Car une région ne peut être présente sur tout ! Par exemple, pouvons-nous investir sur la création d'un pôle arboricole qui s'appuierait aussi sur des compétences existant ailleurs ? Pourquoi pas !* »

« *Nous pouvons faire le choix d'investir pour traiter les plus grosses masses. Mais nous n'avons pas toujours les moyens de traiter les petites questions. Il faut donc discuter... pour articuler !* »

« *La dimension européenne... L'intégration régionale constitue un atout pour aller vers l'Europe. La création de l'ISVV en constitue un bon exemple : une initiative en local ayant une dimension nationale. D'où l'importance d'identifier les lignes stratégiques.* »

Dominique Graciet, Président Chambre Régionale d'Agriculture, identifie parmi les six questions inventoriées par Bernard Marlier : « *deux facteurs qui sont majeurs pour le futur : la qualité de la ressource en eau, les actifs agricoles en Aquitaine.* »

« *Pour la politique engagée sur les signes de qualité, Aquitaine est une région leader pour les appellations, les IGP, etc. Mais il y a risque de perte nette de la production agricole, en raison par exemple des règles croissantes en matière de bien-être animal et du poids de la main-d'œuvre.* »

Marcel Cazalé (Pau Euralis et Président du CESR Aquitaine), insiste aussi sur les évolutions actuelles des activités agricoles, et tout particulièrement sur « *l'évolution démographique, avec des mécanismes qui conduisent à ce que parmi les meilleures exploitations agricoles, beaucoup sont sans successeurs.* »

« *Nos activités agricoles sont souvent des activités « au passé », mais pour le futur ce sont des activités avec de forts besoins de nouveaux moyens. Alors, comme les autres secteurs économiques, l'agriculture est en demande forte de recherche. De son côté la recherche fait part de ses besoins en moyens, mais ses travaux sont parfois sans rapport avec ce qu'on en attendait !* »

Sur cette base – les six questions, complétées par les remarques sur les actifs et sur les insuffisances de la recherche – Bertrand Hervieu trouve matière pour une longue mise au point :

« *Tout d'abord, je fais le constat que les questions du monde agricole sont en convergence avec nos ambitions scientifiques* »

Et de reprendre, en appui de cette déclaration de principes, la liste des questions posées à l'INRA :

#### La préservation de la qualité de l'eau :

« C'est bien une compétence de l'INRA, mais aussi celle du CEMAGREF : nous intégrons nos approches respectives, sur des thèmes qui rejoignent les pratiques agricoles et la gestion des ressources d'un territoire. Mais j'ai là une première interrogation : sur ce domaine de l'eau, quels programmes de recherches qui soient aussi structurants que sur la génomique ? qui soient conduits en partenariat et qui soient fédérateurs... »

#### La sécurité sanitaire des aliments :

« C'est une grande priorité de l'INRA, avec la qualification de l'aliment, qui est à penser avec les conditions de la production agricole... ce qui rejoint le cœur des métiers de l'INRA... mais aussi en liaison avec l'aménagement et la gestion des territoires. » (Autrement dit, renvoi vers les domaines du « tripode » et leurs liens entre eux)

#### Les créations variétales :

« Il ne faut pas baisser la garde, bien entendu ! Mais nous avons un besoin fort de partenariat avec les collectivités et avec le tissu des PMI. L'objectif, c'est que la France et l'Europe protègent leur autonomie dans ce domaine de la création variétale. Cependant, nous sommes dans une situation paradoxale : nous devons nous frotter avec la recherche des grands groupes - ne serait-ce que pour l'exercice de l'expertise publique de leurs productions, nous avons besoin d'y être - mais devons aussi construire notre autonomie. »

#### Le traitement des effluents :

« C'est à placer en lien avec la question de la qualité de l'eau »

#### Les produits de niche :

« Oui, d'accord pour les produits de niche... »

Mais je suis surtout frappé par la question des maladies émergentes. Du fait des mobilités croissantes, nous observons une circulation croissante des maladies. Et ceci est à mettre en rapport avec la proximité des animaux, tout particulièrement avec l'explosion des ventes des animaux de compagnie »

(Animaux de compagnie, les chiens bien évidemment... pour faire la transition avec les produits « de niche »)

#### Les actifs agricoles :

« Cette question essentielle ci est à mettre en rapport avec celle des installations en agriculture. Oui, il y a un problème d'image, de mode de vie des agriculteurs. Avec un taux de célibat et de suicides supérieur à celui des autres secteurs professionnels. »

Un autre indicateur, celui de la constitution du capital, avec l'explosion des formes sociétaires qui restent cependant familiales. Ce qui conduit cependant à des difficultés de transmission pour les jeunes »

Et pour ramasser le tout en un constat de consensus :

« Donc, nous sommes en phase sur les domaines de préoccupations... »

#### Organiser l'interface agriculture recherche

Bertrand Hervieu poursuit son raisonnement :

Mais tout ça, on ne va pas le faire en Aquitaine ! D'où le besoin de portails : les Centres régionaux de l'INRA sont des portails pour avoir accès aux connaissances, là où elles sont produites, car on ne fera pas tout partout ! »

« Ceci a à voir avec la question de la relation Région, Europe, Nation. Comment avoir accès en région à l'ensemble du dispositif national, alors que la plupart des questions ont leurs réponses ailleurs ? Et comment faire pour que chacun des Centres de l'INRA soit repérable et dispose d'une forte identité à l'échelle de l'Europe ? Et comment organiser le réseau en partenariat et travailler avec d'autres ? »

(Je me demande en effet comment concilier la logique du « réseau » qui est une logique d'accès et donc une logique de mobilité, avec la logique du « pôle lisible » qui relève d'une logique de fixation sur un site déterminé ?)

Le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine (Dominique Graciet) reprend la main :

« Mais quelle interface construire pour faciliter l'accès ailleurs ? C'est l'objet de notre proposition de « Plate-Forme régionale de recherche appliquée ». Celle-ci aurait trois ou quatre missions :

- Un observatoire permanent de la recherche et expérimentation en région : les thèmes et les avancées
- Une mission de prospective sur des thèmes horizontaux, tels que l'eau et sa qualité (à conduire en commun avec Midi-Pyrénées), l'emploi, les produits de qualité d'origine. Et ceci au service des filières régionales
- La mise en relation avec les acteurs du réseau de recherche et d'expérimentation à l'échelle nationale et européenne »

« En conclusion, je dis oui à l'appropriation par le questionnement ensemble et oui à la gestion des délais de réponse »

Bertrand Hervieu :

« A propos de l'idée de créer des groupements de développement, d'expérimentation et de recherche..., il ne faut pas que ce soit seulement un changement juridique des organismes du Développement Agricole. Il faut que ce soit réellement un renouvellement. A l'INRA nous sommes désireux que, dans cette conjoncture, nous participions à la construction du changement. Il faut effectivement se donner une ambition, par exemple un « GDR » dans chaque région. Mais ce n'est pas nous qui envoyons les invitations. »

Dominique Graciet enfonce le clou :

« Il existe une convention INRA / APCA, avec une Commission... Faisons quelque chose de plus ouvert que cette Commission » (Encore une commission qui ne se réunit pas ou qui n'a pas trouvé son caractère opérationnel !)

« Il nous faut initier une mise en commun de toutes les demandes ! Mais ceci est difficile, ce qui suppose innover et créer quelque chose »

Une telle perspective semble parfaitement convenir au représentant du CTIFL (J.M. Jourdain) :

« J'entends bien la grande ambition exprimée par le Président Hervieu, afin de créer des forces plus grandes, tant au niveau régional qu'au niveau national. Sans doute, y-a-t-il quelque chose à réinventer entre le CTIFL et l'INRA. Nous avons en ce moment des relations « percutantes » avec Guy Riba ! La dimension régionale n'est sans doute pas prise assez en compte. Nous serions partants pour de telles évolutions, pour que demain nous parvenions à construire différemment ».

Patrick Babin (UMR Génomique et Physiologie des Poissons) a besoin de faire le lien entre le discours sur l'implication de l'INRA dans la construction de grands équipements scientifiques inter organismes et avec les Universités sur quelques pôles exemplaires,, et le discours sur une large participation à la dynamique du développement agricole sur un large spectre de préoccupations de nature économique et sociale. D'où la question qu'il a ajustée en direction de Bertrand Hervieu :

« Quelle est la vision de l'INRA en 2020 ? Quel est le cœur du métier de l'INRA ? Comment agréger les différents types de partenaires autour de ces objectifs ? »

Bertrand Hervieu dit qu'il va « tenter de synthétiser brièvement sa pensée » : un exercice d'équilibriste !

« En 2020, nous voulons que l'INRA soit un institut national de recherche d'excellence, finalisé sur des processus de production de connaissances, autour des trois pôles du tripode...

Capable d'une démarche systémique et pluridisciplinaire, et de réaliser l'intégration des connaissances dans les champs de son périmètre,

Mais capable aussi d'intégrer d'autres compétences que celles existant au sein de l'INRA.

Egalement, un Institut totalement immergé dans la formation, ayant à travers ses Centres une accroche territoriale et constituant aussi des pôles reconnus et visibles à l'échelle Européenne...

Le tout dans une logique de partenariat avec les secteurs économiques concernés par l'agriculture, la transformation agroalimentaire et la santé pour la construction des objectifs, et en partenariat aussi avec les collectivités territoriales parce qu'elles sont quelque part l'expression des besoins de la société ! »

Ce petit passage en 90 secondes, ça pèse !  
En cas de maux de têtes, relire plus doucement !

Patrick Babin revient cependant à la charge :

« *Mais la question du cœur de métier de l'INRA ?* »

(Eh oui !)

Réponse sans hésitation !

« *C'est fondamentalement l'agronomie... Mais une agronomie intégrée !* »

Patrick Babin :

« *Mais quid des dix-neuf organismes nationaux de recherche ?* »

(Il insiste là où il pense que ça fait mal !)

Bertrand Hervieu :

« *Nous sommes dans un rapprochement accéléré avec le CIRAD, dont les objets de recherche sont identiques aux nôtres. Et de même avec le CEMAGREF. Le Ministère de l'Agriculture est ouvert à nos propositions. Nous devrions être en capacité de constituer une « holding » INRA-CIRAD-CEMAGREF avec l'enseignement supérieur agro-vétérinaire. Il faut avoir d'abord des ambitions. Les contours institutionnels, c'est de l'histoire* ».

Et de terminer par ce postulat volontariste :

« *Notre organisme a des atouts pour intégrer des évolutions rapides en partenariat.* »

Jean-Pierre Boudy (DRAF Midi-Pyrénées) a été sollicité pour conclure ce débat et en faire une petite synthèse :

« *Avant de tenter une synthèse de ce débat, quelques petites remarques préalables. Je note tout d'abord l'accroche territoriale forte de l'INRA, tout particulièrement à Bordeaux, une accroche impliquant aussi les services de la DRAF à La Grande Ferrade. C'est vrai aussi pour la filière Forêt-Bois. Enfin, je rejoins les constats de Bernard Marlier : concernant la sécurité sanitaire des aliments, les évolutions sont plus subies qu'anticipées par les agriculteurs, mais il y a conscience d'une nécessité !* »

Un essai de synthèse ensuite :

« *Tout d'abord je retiens les remarques de Bertrand Hervieu sur la démarche de la recherche qui procède avec des entrées sectorielles mais qui doit apporter des réponses globales et systémiques. L'INRA, avec son fonctionnement au sein d'un réseau plus large est en position pour assurer une fonction d'interface indispensable* »

« *Ensuite, les réponses de l'INRA peuvent se référer à des thèmes de recherche, mais aussi à des modes de fonctionnement. Il en est ainsi à propos des modalités de son partenariat avec la profession agricole. Mais l'INRA participe aussi à la construction de la demande, d'où la nécessité de faire diffuser la réponse jusqu'au bout du champ. Enfin, atout important, le partenariat avec les firmes, notamment pour la création variétale...*

« *Troisièmement, l'agriculture est confrontée dans cette région à la disparition décidée et programmée de molécules actives. Ce qui pose le problème de certaines productions, qui ne sont pas des productions de masse... Il faut aller voir ce qui se passe à l'étranger en matière d'agrément de substances, et voir en France les conséquences sur comment produire* ».

« *Quatrièmement, le principe de la « plate-forme » rencontre mon agrément* »

16h45

Il est temps d'aller prendre un pot ensemble !

Bertrand Hervieu :

« *Merci pour ce temps passé avec nous. Merci pour vos mises au point et vos questions...* »

Ça c'est banal... Mais soudain, l'envolée !:

« *C'est le meilleur débat que nous ayons eu sur le partenariat agricole dans le cadre d'INRA 2020 !* »

## Eléments pour une démarche prospective

A Bordeaux, comme dans les autres Centres, ces rencontres ne constituent pas en elles-mêmes un exercice de prospective. L'important, pour Bertrand Hervieu, c'est d'abord de faire partager à ses interlocuteurs, partenaires ou agents de l'INRA, son sentiment d'impérieuse nécessité d'identifier les enjeux majeurs pour le futur. Certes, ici encore, les interlocuteurs se sont fortement appuyés sur leurs préoccupations du présent pour interpeller l'INRA et son Président. Certaines questions ont été analysées comme devant faire l'objet d'un traitement rapide, ainsi en est-il des conditions de gestion des UMR, faute de quoi le partenariat recherche-université est en péril.

Mais d'autres réflexions ont mis le doigt sur des phénomènes de plus long terme. Ce qui domine, c'est qu'il s'agit là d'enjeux importants, mais qu'aucune solution ne s'impose clairement. D'où l'intérêt de ces débats de Bordeaux pour le futur de l'INRA en Aquitaine et aussi en France, en prenant la situation de Bordeaux et de l'Aquitaine comme exemplaire.

Dans cette ambiance où s'expriment des ambitions de plus grande efficacité de la recherche, je retiendrai quatre indicateurs à mobiliser dans le cadre d'une analyse prospective :

- (1) Tout d'abord l'enjeu constitué par la conception et l'élaboration de grands projets de recherche inter-organismes et inter-établissements.

Il s'agit en quelque sorte de ce qu'on pourrait appeler « l'ingénierie des grands chantiers ». La leçon principale de la réunion du Chapitre des « maîtres de science », c'est qu'il ne suffit pas d'empiler des compétences et d'additionner des effectifs et des surfaces pour exister à l'échelle européenne et pour faire de la bonne recherche. Il faut qu'il y ait élaboration commune et coopération effective. Le potentiel quantitatif ne suffit pas. Il faut aussi une dynamique humaine. Le débat de Lyon, qui est intervenu un mois et demi avant celui-ci, ajoute une condition : la nécessaire concertation entre les grands organismes, pour valider et arbitrer au niveau national les montages élaborés au niveau régional. En termes d'hypothèses alternatives, cela se traduit par (1) l'existence du potentiel dans un domaine donné ; (2) le caractère effectif ou non de la dynamique régionale, (3) la concertation ou non au niveau national et (4) l'arbitrage rendu.

Cependant, cette insistance sur le montage de grands projets attire des interrogations sur ce qu'on en attend : meilleure efficacité des recherches, interdisciplinarité, créativité, lisibilité ? Et si il y avait un modèle alternatif, celui de petites unités, mobiles et imaginatives, catalyse de coopération et de partenariat sur des objectifs finalisés parfaitement bien identifiés ?

- (2) Une autre leçon concerne la configuration territoriale de l'INRA.

La stratégie de partenariat avec les Universités est souvent ressentie comme facteur de dilution et risque de perte d'identité, associée de plus aux difficultés, réelles ou ressenties, de gestion des UMR.

Un autre schéma se dessine à Bordeaux (Grande Ferrade et Pierroton) qui me paraît de même nature que la dynamique d'Auzeville à Toulouse à partir des années 90 : les périmètres territoriaux de l'INRA sont attractifs pour les équipes universitaires, voire des autres EPST. Elles y trouvent certes des surfaces pour leurs projets immobiliers, mais également une synergie avec des compétences spécifiques impliquant des modèles animaux et végétaux originaux, et l'intérêt d'une stratégie scientifique intégrée et finalisée concernant des branches professionnelles identifiées.

(3) Le troisième point est relatif au partenariat avec le secteur agricole.

L'expression d'une crise subie est souvent présente dans les débats de Centres avec les partenaires agricoles. Elle s'accompagne aussi d'un sentiment d'incompréhension vis-à-vis des évolutions de l'INRA. Mais on y entend aussi des demandes de pérennisation et de développement d'opérations du type « Agrotransfert » ou « DADP » .

Or, les débats de l'après-midi, suite au travail réalisé par Bernard Marlier, identifient l'intérêt de la création d'une « plate-forme » de concertation, à l'échelle régionale, impliquant l'INRA et les autres acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur d'une part, et les représentants de l'agriculture. Il s'agit de se doter de lieux permanents où sont listés et commentés les besoins de l'agriculture en matière de recherche, puis de déterminer comment on peut y répondre (quel thème de recherche, avec quelles compétences, quels moyens et où ?). Ce qui peut d'ailleurs déboucher sur des actions de grande envergure, tel que cela a été évoqué avec le CIVB à propos de « la maladie du bois » pour la vigne.<sup>4</sup>

(4) Enfin, le renouvellement des chercheurs.

Les jeunes chercheurs ont apporté des éléments intéressants d'analyse concernant le changement récent d'attitude des étudiants vis-à-vis des métiers de la recherche, et ont souligné aussi l'importance des conditions de début de carrière. Ils ont aussi implicitement confirmé, en accord avec Bertrand Hervieu, combien ce métier comporte des aspects passionnants.

On peut y voir aussi une manifestation des inquiétudes de l'opinion publique vis-à-vis de la science et de la technologie, du progrès technologique et de ses risques. Combiné à la course d'obstacles de la thèse et des concours, à la faiblesse des rémunérations et à la plus forte attraction vers des métiers mieux rémunérés et d'accès plus facile, ce mouvement constitue comme le signal d'une forte dépression qui s'annonce.

En germe, à travers ces remarques, plusieurs possibilités alternatives à 10-20 ans, par exemple :

- (1) Un rétrécissement de la base des recrutements pour les EPST et les Universités sans conséquences fâcheuses cependant (le niveau moyen de formation est élevé et on recrute des chercheurs très motivés).
- (2) Une évolution des sources de recrutement de l'INRA avec une réactivation des procédures de recrutement précoce dans les Ecoles.
- (3) Ou bien, une forte réduction du nombre de chercheurs titulaires et « pérennes », compensée par une extension de chercheurs contractuels, recrutés sur projets, avec une mobilité étendue.
- (4) Ou encore, une réduction nette des capacités humaines de recherche

---

<sup>4</sup> Ayant tenté une telle démarche, à la fin des années 80, avec la Chambre Régionale d'Agriculture et la DRAF, j'ajoute que le montage d'une telle plate-forme, conçue comme base d'appui pour l'ouverture de « chantiers », nécessite aussi que l'on soit attentif aux bonnes conditions à réunir pour son ingénierie, de la même manière que pour les grands projets scientifiques. En Midi-Pyrénées, il n'en est sorti qu'un seul « produit » (un seul, mais fort intéressant) : un programme concerté d'études et de recherches sur la forêt paysanne, impliquant le CRPF, l'IDF et l'AFOCEL, avec le concours des chercheurs INRA de Nancy, Orléans et Bordeaux, réalisé avec l'appui financier du Conseil Régional et de la DRAF, et aboutissant quelques années après à la création à Toulouse d'une unité fédérative de recherches associant des chercheurs des Départements SAD, Forêt, et Faune Sauvage, ainsi qu'une UMR avec l'ENSAT. Ce n'est pas mal, mais on aurait pu faire plus si la profession agricole avait été moins timide sur les autres sujets de concertation qui avaient été identifiés en commun !